

Sécurité : en finir avec l'impuissance publique !



- Crédits photo : CHARLES PLATIAU/REUTERS

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe>) | Par Eric Delbecque (#figp-author)

Publié le 19/10/2017 à 16h29

FIGAROVOX/TRIBUNE - Emmanuel Macron a ce mercredi 18 octobre prononcé un discours sur la sécurité intérieure face aux représentants des forces de l'ordre. Eric Delbecques nous livre son analyse.



- Crédits
photo : Le
Figaro

Eric DELBECQUE est l'auteur du **Bluff sécuritaire** (<https://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17919/le-bluff-securitaire>)(Editions du Cerf)

«Les Français ne supportent plus l'impuissance publique»: c'est sans aucun doute de cette phrase qu'il faut partir pour interpréter le discours du Chef de l'Etat, prononcé hier devant les cinq cents plus hauts responsables de l'appareil de sécurité.

Il est urgent d'en finir avec la faiblesse de la pyramide administrative et politique qui craint que l'exécution de l'obligation du respect de l'ordre public soit assimilée à de l'autoritarisme.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Depuis plusieurs décennies, le thème de la sécurité nationale ne fait l'objet d'aucune réflexion de fond. Qu'est-ce à dire?

Que malgré les apparences (Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, empilement des lois, annonces de renforts et d'augmentation de moyens pour les policiers et les gendarmes), on sent bien qu'aucune remise en cause profonde de notre façon de penser la protection de la nation ne fut organisée au plus haut sommet de l'Etat.

D'un point de vue strictement logique, il est difficile de ne pas adhérer à la logique d'ensemble proposée par Emmanuel Macron dans ce discours.

En effet, il est urgent d'en finir avec la faiblesse, non pas des forces de l'ordre, mais de la pyramide administrative et politique qui craint toujours que l'exécution de l'obligation du respect de l'ordre public soit assimilée à de l'autoritarisme ou à une pulsion liberticide...

Ce qui va de pair - là aussi on en peut qu'acquiescer - avec le durcissement de la réponse apportée aux agressions de policiers et de gendarmes.

Il est en effet injustifiable qu'une voiture de police soit incendiée par des activistes ou des manifestants surexcités, ou qu'une caserne de la gendarmerie soit brûlée par «solidarité» avec des actes pathétiques de «haine anti-flic» qui ne peuvent pas être tolérés par la République. Actions qui mettent en danger non seulement ceux qui défendent leurs concitoyens, mais aussi leurs familles (rappelons que ces dernières vivent en caserne dans la gendarmerie).

On ne peut pas différencier l'appréciation morale de la violence en fonction de son origine idéologico-politique. Que l'on soit confronté à des agressions de l'extrême gauche (par exemple certains zadistes qui vont au

Il faut un plan pour lutter contre la radicalisation, comme phénomène global, même si l'on doit bien évidemment se concentrer sur la galaxie de l'islam politique, l'islamisme conduisant au djihadisme.

«contact» des forces de l'ordre, gendarmes en tête, pour provoquer des affrontements), à des provocations de l'ultra droite (nourrissant des bouffées délirantes susceptibles de provoquer l'irréparable) ou à des attentats menés par des djihadistes salafistes, on se confronte à chaque fois à ce processus inquiétant de radicalisation ; radicalisation de certains esprits et de mouvances extrémistes qu'il faut analyser en profondeur et sanctionner résolument.

En revanche, il convient de vraiment comprendre comment cela se fabrique pas à pas «dans les têtes».

Par conséquent, oui également à un plan pour lutter contre la radicalisation, comme phénomène global, même si l'on doit bien évidemment se concentrer sur la galaxie de l'islam politique, c'est-à-dire sur l'islamisme conduisant au djihadisme.

Concernant enfin la police du quotidien (PSQ), il est clair qu'il serait stérile de raviver les débats sur la police de proximité. Sur la méthode, il va de soi qu'une concertation de fond se révèle nécessaire: la police doit pouvoir exprimer les conditions opérationnelles qui rendent possible un tel dispositif. Sans cela, elle aboutira à la même impasse que son ancêtre.

De surcroît, il serait intéressant que l'on saisisse ici l'occasion de faire évoluer notre culture du renseignement.

La PSQ, tout comme les BTC (Brigades territoriales de contact) de la Gendarmerie, fournissent l'occasion de mettre en place un principe de subsidiarité dans le renseignement, de multiplier fortement les capteurs de terrain dont la «récolte» pourra être décryptée, contextualisée et utilisée par les services nationaux de renseignement. C'est une dynamique de territorialisation du recueil et du traitement de l'information riche de perspectives opérationnelles.

Au bout du compte, les axes développés par Emmanuel Macron ne peuvent pas faire l'objet d'une contestation intellectuelle. Reste à déterminer maintenant si la machine administrative hexagonale et les aléas politiques, tout comme la broyeuse médiatique, n'entraveront pas le passage à l'acte... A suivre...



Eric Delbecque
